

2. Le gouvernement considère qu'il serait incorrect de présenter des instances aux Nations Unies touchant un problème interne du Soudan.

3. Le Canada n'a mis sur pied aucun programme d'aide au Soudan. Toutefois, le Canada fait un apport au Programme alimentaire mondial, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et à d'autres agences de secours qui administrent des programmes d'aide au Soudan. Si l'on priait le Canada, dans le cadre d'un programme spécial des Nations Unies, d'apporter une aide particulière aux réfugiés du Soudan, la demande serait étudiée à la lumière des priorités multilatérales d'aide du gouvernement et de toute autre considération qui pourra alors être pertinente.

#### LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES

##### Question n° 277—**M. Korchinski:**

Aux termes du Programme d'initiatives locales, a) combien de demandes a-t-on faites par province, b) combien de projets a-t-on rejetés, c) à combien s'élevaient en tout, les subventions demandées, d) à combien s'élevait le montant total accordé par le gouvernement pour ces projets?

**M. Ray Perrault (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Dans le cadre du Programme des initiatives locales,

a) Voici, au 8 mars 1972, le nombre de demandes reçues des différentes provinces: Terre-Neuve, 1,142; Nouvelle-Écosse, 1,009; Île-du-Prince-Édouard, 258; Nouveau-Brunswick, 712; Québec, 5,215; Ontario, 2,238; Manitoba, 594; Saskatchewan, 493; Alberta, 607; Territoires du Nord-Ouest, 109; Colombie-Britannique, 1,323; Yukon, 36. Total 13,736.

b) Nous ne tenons pas compte séparément des demandes qui ont été refusées. Voici, au 8 mars 1972, le nombre de demandes refusées, retirées ou annulées, par province: Terre-Neuve, 683; Nouvelle-Écosse, 573; Île-du-Prince-Édouard, 133; Nouveau-Brunswick, 326; Québec, 3,088; Ontario, 1,190; Manitoba, 373; Saskatchewan, 321; Alberta, 299; Territoires du Nord-Ouest, 66; Colombie-Britannique, 655; Yukon, 14. Total 7,721.

c) D'après les données les plus récentes, le montant total des subventions fédérales demandées par province est le suivant: Terre-Neuve, \$34,285,000; Nouvelle-Écosse, \$29,109,000; Île-du-Prince-Édouard, \$6,184,000; Nouveau-Brunswick, \$24,015,000; Québec, \$205,487,000; Ontario, \$71,042,000; Manitoba, \$28,083,000; Saskatchewan, \$15,910,000; Alberta, \$20,635,000; Territoires du Nord-Ouest, \$2,948,000; Colombie-Britannique, \$42,141,000; Yukon, \$755,000. Total \$480,594,000.

d) On est en voie d'approuver les derniers projets et de mettre la dernière main aux contrats. Le calcul du montant total des subventions accordées pourra être fait une fois ce dernier travail terminé.

#### DÉFENSE NATIONALE—LE SYMBOLE DE LA COURONNE SUR LES INSIGNES

##### Question n° 312—**M. MacKay:**

Enlève-t-on le symbole de la Couronne des boutons et des insignes des militaires et, dans l'affirmative, à quel coût?

**M. J.-Roland Comtois (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale):** Non; sans objet.

[L'hon. M. Sharp.]

#### DÉFENSE NATIONALE—L'ACHAT À LA CHINE D'AVIONS DE COMBAT

##### Question n° 314—**M. Robinson:**

Le gouvernement envisage-t-il d'acheter à la Chine un certain nombre d'avions supersoniques de combat, tels que le F-9 ou un autre avion pouvant voler deux fois plus vite que le son?

**M. J.-Roland Comtois (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale):** Non.

## QUESTIONS ORALES

### LA SÉCURITÉ NATIONALE

#### LES ACTIVITÉS SUSPECTES DE CERTAINS MEMBRES DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE DE L'URSS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre sur une affaire qui appelle des explications, par suite de certains rapports qui ont paru dans les journaux. Le gouvernement a-t-il reçu des renseignements qui mettent en cause certains membres du personnel de l'ambassade soviétique au Canada qui se seraient livrés à des activités d'espionnage?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Les membres de mon personnel, monsieur l'Orateur?

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je ne porte pas d'accusation à ce sujet contre des membres du personnel du premier ministre. Je veux savoir si son gouvernement a reçu des renseignements mettant en cause certains membres du personnel de l'ambassade soviétique au Canada qui se seraient livrés à des activités d'espionnage, comme les journaux l'ont signalé?

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, si le chef de l'opposition veut parler d'activités récentes, je réponds non, mais je dois ajouter que dans les questions d'espionnage et de sécurité, il n'est pas dans les coutumes qu'un ministériel prenne sur lui de divulguer des renseignements.

**L'hon. M. Stanfield:** Le premier ministre peut-il nous dire si son gouvernement a demandé de faire rappeler du Canada certains employés de l'ambassade soviétique soupçonnés de faire de l'espionnage.

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, ma réponse à la première question ayant été non, ma réponse à la seconde doit nécessairement être non.

\* \* \*

### LES GRAINS

#### LE MATÉRIEL FERROVIAIRE ET LES EXPORTATIONS

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggart):** Monsieur l'Orateur, vu la déclaration du président du syndicat du blé de la Saskatchewan selon laquelle 800 wagons devront être déchargés chaque jour dans les ports de la côte ouest et 1700 dans celui de Thunder Bay après le 1<sup>er</sup> mai et ce, jusqu'en novembre, si nous voulons remplir nos engagements relativement à l'exportation des céréales, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé peut-il dire à la Chambre si le Canadien National et le